

# BULLETIN

24 octobre, 1892.

\*\* La France a obtenu de grands succès dans le Dahomey. Aux dernières nouvelles le chef de l'expédition, le colonel Dodds marchait sur Ahomey la capitale du roi Béhanzin. Les opérations militaires sont actuellement plus difficiles à cause de la saison des pluies.

Dans cette expédition on a constaté qu'il y a beaucoup d'officiers allemands dans les troupes Dahoméennes. On a aussi trouvé un grand nombre de fusils allemands sur divers champs de batailles. Ces faits semblent indiquer d'une manière évidente que les sympathies allemandes sont pour les barbares que la France combat dans l'intérêt de la civilisation.

\* \* \*

\*\* En plusieurs circonstances les journaux ont parlé des dissensions qui existaient entre les ministres de l'empereur Guillaume. Ces luttes ont même pris un tel caractère d'animosité que l'empereur a été obligé d'intervenir.

Voici au sujet de ces luttes, un article intitulé : CHEZ NOS VOISINS. Il est reproduit de la *Croix*, de Paris :

" Expliquons un peu ce qui se passe chez nos voisins.

" Le chancelier Bismark et son successeur Caprivi étaient à la fois chanceliers de l'empire germanique et présidents du ministère d'Etat prussien.

" Quand ces deux dignités reposaient ainsi sur une même tête, un conflit était impossible ; mais le chancelier Caprivi a donné sa démission de président du ministère prussien lors du retrait des lois scolaires qu'il présentait, et on a nommé président prussien, M. d'Eulenburg.

" Depuis lors, les deux têtes se livrent à des discussions portées dans leurs journaux. M. d'Eulenburg attaque Caprivi dans *La Gazette nationale* et Caprivi répond dans *La Gazette de l'Allemagne du Nord*.

" Cet état aigu entre deux premiers ministres d'un même empereur a un côté curieux et montre que l'unité allemande repose encore sur des fictions.

" La discussion se fait à propos des lois de finances en faveur de l'armée et du projet de loi militaire que M. de Caprivi introduit directement au Conseil fédéral, sans les avoir d'abord soumis au ministère prussien qui devra payer quand on aura voté."

Ces dissentiments entre les ministres de l'empereur d'Allemagne